

LA FIGURE DU TSIIGANE, UNE CARICATURE À DÉCONSTRUIRE

Dans le cadre de la semaine d'actions contre le racisme 2023, une table ronde sur l'antitsiganisme a été organisée à Lausanne. Parmi les orateurs, Saimir Mile, juriste de l'association La voix des Roms. Entretien

Aline Andrey

Son identité est plurielle. Son passeport est albanais, ses origines roms, son lieu de vie parisien. Saimir Mile grandit dans la République populaire socialiste d'Albanie (1944-1991). Adolescent, il vit la chute du régime. Puis, en 1996, il reçoit une bourse pour étudier à la Faculté de droit de la Sorbonne à Paris. En 2005, le juriste cofonde, avec des étudiants de diverses nationalités, La voix des Roms. Dix-huit ans plus tard, l'organisation se définit comme «antiraciste rromani» et «décoloniale». Ses collaborateurs, majoritairement roms, sensibilisent, luttent contre les discriminations, se réapproprient l'Histoire de ce peuple discriminé. Le 21 mars dernier, à Lausanne, Saimir Mile a participé à la table ronde, «Roms, les oubliés de l'antiracisme», organisée par l'association vaudoise Opere Rom. Il est aussi l'un des témoins du film projeté à cette occasion: *La camionnette blanche: radioscopie d'une rumeur*, de Christophe Boltanski et Jean Bulot. Ce documentaire revient sur la flambée de violences contre des Roms qui a éclaté en région parisienne en 2019. A son origine: une rumeur véhiculée sur les réseaux sociaux les accusant de kidnapper des enfants. Un fait divers révélateur d'un antitsiganisme systémique qui ne dit pas son nom. Au lendemain de cette soirée qui s'inscrivait dans la Semaine contre le racisme, Saimir Mile partage sa vision.

QUESTIONS RÉPONSES

Que dit cette rumeur sur la situation des communautés roms en Europe?
Celle rumeur et les violences qu'elle a suscitées sont le paroxysme d'un racisme vécu par les Roms au quotidien. Ceux qui ont vécu ces moments terribles en gardent des séquelles. De surcroît, le propre de la rumeur est de perdurer, même quand on n'en parle plus. Je tiens toutefois à souli-

gner que des collectifs d'habitants et des associations antiracistes se sont, au moment des faits, mobilisés pour apporter des vivres et montrer leur solidarité dans les squats et les bidonvilles attaqués.

Comment analysez-vous l'évolution de la situation des Roms et du regard porté sur eux?

Le terme rom a lui-même évolué. Il y a trente ans, seuls des sociologues et des chercheurs le connaissaient et l'utilisaient. Le mot tzigane perdure malgré tout. Sous cette appellation, les figures changent au fil des époques, mais restent des caricatures. Car votre banquier ou votre patron peut être rom sans que vous le sachiez. Personnellement, j'ai grandi en Albanie comme n'importe quel autre Albanais, parce que mes parents ont voulu me mettre à l'abri de l'antitsiganisme en prenant leurs distances avec leurs origines. La culture rom ne m'a été transmise que par l'intersection d'en être fier. Comme une stratégie de défense, on ne parlait pas romani. J'ai appris la langue par la suite, jusqu'à l'enseigner à l'Université à Paris. J'ai milité dans des associations roms en Albanie, puis en France. Au début des années 2000, peu de Roms s'exprimaient, ou alors de manière très locale, sans portée politique. Nous étions objets plutôt que sujets. Dans les plus grandes associations de solidarité, une certaine forme de paternalisme prédominait. Les grands médias, eux, parlaient des Roms uniquement sous l'angle de la délinquance, de la mendicité, des trafics, des vols... Sans qu'il y ait une seule voix pour s'élever contre ce racisme. Face à ce constat, nous avons donc créé, avec des amis, La voix des Roms. La situation évolue, mais comme le dit un dicton: «Quand le Bon Dieu te donne la farine, le diable t'enlève le sac», donc tu ne sais plus où mettre la farine. Si nous avons davantage d'écoute de la part des autorités publiques, les élus ont moins de courage, car l'appui des citoyens est plus faible. La tsiiganophobie conti-



Saimir Mile est cofondateur et juriste de l'association La voix des Roms à Paris. Il était de passage à Lausanne dans le cadre de la semaine contre le racisme.

nue de circuler dans les médias et les réseaux sociaux qui l'amplifient...

Personnellement, subissez-vous ce racisme?

J'aurais pu passer inaperçu en France, car je ne suis pas considéré comme tzigane. J'ai réussi à l'école. Comme une propre sur moi, je ne suis ni pauvre ni riche, et donc je ne correspond pas au stéréotype ni du mendiant ni du mafieux. Le fait de venir d'une famille de classe moyenne bien inscrite dans la société m'a épargné d'actes racistes, mais j'ai toujours eu une épée de Damoclès: n'importe quelle jalousie ou critique pouvait s'exprimer en termes racistes. Pour moi, cela restait une source d'angoisse.

Comment combattre l'antitsiganisme?

Cela commence par l'acte de déconstruire l'image que nous tous, Roms ou pas, avons de nous-même. Ce n'est pas évident, car il s'agit aussi de déconstruire la figure du tzigane qui représente le négatif, comme celui d'une photo argentique, que les autres utilisent pour développer une image de soi en positif. Un bon Suisse, c'est donc celui qui ne vit pas en caravane, ne mendie pas et n'est pas sombre de peau. Par ailleurs, la reconnaissance de l'Histoire est essentielle. Le génocide perpétré durant la Seconde Guerre

mondiale n'a été reconnu officiellement qu'en 1982, et des survivants attendent toujours d'être indemnisés. Enfin, des familles vivent toujours dans des squats et des bidonvilles.

Quand elles sont expulsées, la scolarisation de leurs enfants est suspendue. Or, le logement représente la base de la stabilité et de l'éducation. ■

POING LEVÉ

À QUAND UN MORATOIRE SUR LA NUMÉRISATION DE L'ÉCOLE ?

Par Aline Andrey

Une enveloppe de 48 millions de francs pour développer l'éducation numérique dans toutes les classes du canton a été acceptée par le Grand Conseil vaudois, à l'unanimité, moins une voix, fin février. Ce montant s'ajoute aux 30 millions déjà octroyés en 2019. Or, des voix issues de la recherche et de l'enseignement s'élèvent contre cette hégémonie des outils informatiques et cette course en avant mue par l'idéologie du progrès néolibéral. Fin 2022, le Réseau vaudois des enseignantes et des enseignants pour l'environnement (REPE) a déposé une pétition munie de 2500 signatures pour demander un moratoire sur la numérisation de l'école.

Le collectif d'enseignants critiques face à l'école numérique rappelle que la généralisation des objets électroniques et des écrans est non seulement un désastre physiologique, neurologique et pédagogique, mais aussi social et environnemental. «Les émissions de gaz à effet de serre imputées au numérique sont estimées à deux fois celles de l'aviation et sont en pleine croissance. Les métaux nécessaires à son fonctionnement sont extraits des mines à grand renfort d'énergie fossile, de substances chimiques toxiques et d'immenses volumes d'eau, dans des conditions de travail souvent indécentes. Ces mines tuent, détruisent des écosystèmes et polluent l'environnement de populations précaires, tout comme le font les déchets électroniques à l'autre bout de la chaîne.» A l'heure où le GIEC a tiré une ultime sonnette d'alarme sur la crise globale liée aux bouleversements climatiques en cours, les autorités continuent de foncer tête baissée vers toujours plus de technologies polluantes, en favorisant de surcroît les programmes informatiques des géants de la Silicon Valley, rendant l'école dangereusement dépendante de leur business.

A l'heure où l'intelligence artificielle commence à montrer les inquiétantes prouesses dont elle est capable, des centaines d'experts appellent à un moratoire mondial. Ils évoquent «des risques majeurs pour l'humanité» au même titre que les armes nucléaires. Ne serait-il pas temps, en effet, d'appuyer sur le bouton «pause»? Quelle société voulons-nous? Et quelle école pour y contribuer? Pour le REPE, «faire face aux enjeux actuels et viser ainsi un projet de société compatible avec les limites planétaires suppose de repenser l'éducation en termes de pratiques d'enseignement, mais aussi en tant qu'institution politique». Remettre en question le système sélectif et concurrentiel sur lequel repose encore l'école est un premier pas. L'engagement de plus d'enseignants, mieux formés, et la diminution du nombre d'élèves par classe seraient autant de mesures véritablement porteuses d'égalité. Et pourquoi pas rêver à une école qui fasse la part belle à la bienveillance, aux expériences, à la participation, au respect du vivant pour donner autant d'outils possibles aux générations futures face aux défis à venir? ■

Le 8 avril, Journée internationale des Roms

Les Roms de Transylvanie fêtent traditionnellement le «Jour des chevaux» chaque 8 avril. Depuis le premier Congrès mondial des Roms en 1971, cette date est devenue la Journée internationale des Roms. Reste que l'Histoire de ce peuple est encore largement méconnue. Comme l'a rappelé, lors de la table ronde lausannoise, Vera Tcheremissinoff, présidente d'Opere Rom, son berceau est l'Inde du Nord. Il y a 900 ans, des communautés migrent vers l'ouest, tout en continuant à pratiquer leurs arts – la musique et la danse – ainsi que l'artisanat, surtout le travail du métal. Au XV^e siècle, arrivés en Europe, ils se séparent en plusieurs branches. Certains partent au sud: les gitans d'Espagne et du Sud de la France (Kalès). D'autres au nord: les Manouches français et les Sinté allemands et suisses. Et il y a ceux qui restent à l'est: les Roms, une minorité toujours discriminée. «Ces derniers ont vécu en Roumanie 500 ans d'esclavage, sou-

ligne la militante. Le génocide durant la Seconde Guerre mondiale a exterminé près de 90% des Sinté allemands et un demi-million de Roms de toute l'Europe. La discrimination systématique des Roms continue avec ses corollaires: l'illettrisme, le manque de formation, la misère, l'absence de logement fixe, la non-reconnaissance de leur culture, de leur histoire. L'antitsiganisme est un des racismes les moins contestés du monde!» Concrètement, à Lausanne, Opere Rom demande la formation de médiateurs culturels et de traducteurs en romani, ainsi que des cours sur les besoins spécifiques des populations roms aux personnes en contact avec elles, comme les assistants sociaux, les enseignants et le personnel médical. Et Vera Tcheremissinoff de conclure: «Les 80% des Roms européens vivent sous le seuil de pauvreté. Il est temps que soit reconnue pour ces 10 à 12 millions de représentants une citoyenneté européenne digne!» ■